

“UNited for a different MIGRATION”

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières qui a été adopté par les États membres des Nations Unies à Marrakech (Maroc) en décembre prochain **est un cadre progressif inédit visant à assurer une approche à la fois ascendante et descendante en matière de migration.**

Compte tenu des opinions xénophobes et anti-migrants qui progressent sur le continent européen et ailleurs, une évolution qui s’est une nouvelle fois manifestée lors du sommet de l’UE à Salzbourg, **où les dirigeants européens ont exprimé leur unité sur le Brexit et leurs divisions sur la migration**, la FEPS a présenté une vision progressiste de la migration à New York, le 21 septembre, juste avant l’Assemblée générale des Nations Unies.

« Ils construisent des murs, nous voulons des portes »

- ✓ La migration, ce n’est pas une affaire de chiffres, mais d’êtres humains
- ✓ La migration régulière doit être renforcée et développée
- ✓ Fermer les portes est pour l’Europe, une solution bien pire que le contrôle des arrivées
- ✓ La meilleure façon de lutter contre l’exclusion, c’est l’inclusion, en commençant par les communautés locales
- ✓ Les progressistes doivent parler des frontières, de la sécurité et de l’identité, des thèmes monopolisés depuis si longtemps par les populistes de droite

LE GROUPE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES DE LA FEPS

10 points de référence pour un discours progressiste sur la migration

La migration, ce n’est pas une affaire de chiffres, mais d’êtres humains. Derrière les chiffres se cachent des hommes, des femmes et des enfants, chacun avec ses propres sentiments, expériences, craintes et espoirs et sa propre histoire. Chacun a sa dignité, chacun a le droit de chercher une vie meilleure. La manière dont nous gérons la question migratoire affectera leur droit de circuler et de mener une vie digne, ainsi que la stabilité et la cohésion des communautés d’accueil. C’est pourquoi **les politiques progressistes de migration et d’intégration doivent être fondées sur l’humanité et la solidarité** et supposent le **rejet absolu des mesures, initiatives et pratiques susceptibles de porter atteinte à la dignité humaine.**

Si, dans le contexte mondial actuel, la migration a atteint des niveaux sans précédent, il nous faut reconnaître qu’il **n’y a aucune urgence : la migration est une caractéristique structurelle ordinaire du monde contemporain.** Des réponses politiques à court terme, restrictives et simplistes non seulement ne « résoudre pas le problème », mais elles aggraveront les conséquences d’une mauvaise gestion. Étant donné que ces raisons sont à chercher dans les inégalités de développement et de répartition des richesses, dans les conflits et les persécutions ainsi que dans les ravages des changements environnementaux et climatiques, **ce n’est qu’à l’échelle mondiale que la migration pourra être efficacement gérée, et c’est l’architecture mondiale actuelle qui doit être changée.**

Sur la base de ces postulats, le Groupe des migrations internationales de la FEPS formule les propositions suivantes, qui se veulent être un cadre de référence pour les forces progressistes du monde entier, ainsi

“UNited for a different MIGRATION”

qu'un outil d'aide à la mise en œuvre du **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières**, qui sera adopté à Marrakech les 10 et 11 décembre 2018.

1. Exposer la réalité de la migration

Le discours relatif à la migration est caractérisé par un nombre incalculable d'idées reçues. Il est essentiel d'encourager une information fondée sur des éléments probants, en particulier lorsque les preuves factuelles ne suffisent plus et que **les informations sont souvent manipulées ou déformées**. **Nous devons faire le maximum pour démystifier la migration**, en élargissant les groupes qui prennent la parole à ce sujet, en faisant appel aux vecteurs efficaces d'information et en mettant à jour les nombreux préjugés et mensonges éhontés qui circulent, car ceux-ci alimentent les peurs et les craintes et débouchent inévitablement sur l'adoption de mesures inappropriées, tant au niveau national qu'au niveau international. L'idée même de **migration doit être normalisée**, afin de dissiper les craintes et d'inspirer davantage confiance en la capacité des gouvernements à y faire face.

2. Encourager un dialogue vaste et équitable entre les pays

Une analyse du phénomène migratoire qui ne tient compte que d'un seul point de vue à la fois entraîne automatiquement des réponses biaisées et unilatérales, tout en renforçant la vision d'une opposition « nous contre eux ». La plupart des États sont à la fois des pays d'origine, de transit et d'accueil et ont davantage d'intérêt qu'on ne pourrait croire à adopter une approche large et internationale. Nous devons partir de cette idée et nouer un **dialogue pluridimensionnel entre les pays d'origine, de transit et de destination**, afin de déterminer quelles sont les politiques les plus à même de gérer les flux migratoires dans l'intérêt de tous les États et de tous les peuples.

3. Élaborer des pactes de mobilité justes et équitables

Afin d'assurer une bonne gestion de la migration, la coopération entre les États devrait avoir pour objectif de mettre en place **une politique commune de mobilité organisée** entre les pays de départ, de transit et d'arrivée, conçue dans l'intérêt de tous. Ces pactes de mobilité transnationale devraient prévoir une gestion conjointe et pourvoir à la fois des voies de migration régulière et des politiques de retour. Le but serait d'éliminer les incitations aux flux irréguliers et de démanteler les réseaux de passeurs et de trafiquants.

4. Promouvoir une migration sûre, ordonnée et régulière

Le renforcement et le développement des possibilités légales, pour les migrants, d'atteindre leur pays de destination en toute sécurité constituent non seulement un devoir moral, mais aussi une condition préalable essentielle pour lutter efficacement contre la migration irrégulière, le trafic et la traite des êtres humains, ainsi que pour éviter que des personnes ne perdent la vie dans des périple longs et dangereux.

5. Repenser les frontières

Les frontières servent à établir la distinction entre « nous » et « eux ». Elles ne sont pas, comme on le pense généralement, des barrières infranchissables, mais des conventions adoptées pour rassurer ceux qui vivent en leur sein et garder « les autres » à bonne distance. Nous devons **repenser le concept même de frontière** et redécouvrir et réapprendre que les États sont des communautés, et que les communautés peuvent être exclusives ou inclusives. Nous devons **réconcilier la protection du territoire des communautés avec le devoir moral de répondre aux besoins humanitaires** de ceux qui cherchent une protection, une assistance et/ou une vie décente.

“UNited for a different MIGRATION”

6. Mettre de l'ordre dans le désordre

La perception qu'ont les gens de l'ordre doit être placée au cœur de toute politique migratoire. **L'État doit avoir le contrôle de la situation et être perçu comme tel.** Toutefois, avoir le contrôle de la situation ne signifie pas fermer les frontières, recourir aux arrestations arbitraires ou expulser arbitrairement les nouveaux arrivants. Contrôler la situation, c'est concevoir et gérer des voies de migration légale, des politiques et des pratiques d'asile efficaces, mais aussi des contrôles aux frontières. C'est mettre en place et pouvoir appliquer des règles précises et des procédures fonctionnelles qui sont claires et transparentes pour tous, migrants et autorités, dans le plein respect de l'État de droit et des droits des migrants, et dans un contexte de responsabilité politique. C'est également **lutter contre toutes les formes d'exploitation des migrants par des passeurs et des trafiquants sans scrupules ainsi que par des employeurs malhonnêtes**, tout en **évitant systématiquement la pénalisation des migrants**, qui a des effets dévastateurs puisqu'elle alimente les peurs à leur égard et contribue à en faire des boucs émissaires.

7. Lutter contre l'exclusion grâce à l'inclusion

Nous devons en finir avec l'idée selon laquelle les nouveaux arrivants et la population locale seraient tous en concurrence pour des ressources limitées, qu'il s'agisse d'emplois, de services, de logements, de prestations sociales ou de richesses. Selon nous, **les nouveaux arrivants et les populations locales partagent le même intérêt à éliminer les inégalités.** Pour ce faire, il convient de mettre en place des politiques et des mesures visant à **réduire les inégalités pour tous et à accroître la part des profits qui va à la main-d'œuvre.**

8. Respecter les différences

La cohabitation entre les nouveaux arrivants et la population locale est toujours compliquée. Si les normes sociales diffèrent, les règles et les normes individuelles sont en perpétuelle évolution progressive. À l'exception des pratiques totalement incompatibles avec les principes de la démocratie libérale, il est capital d'insister sur le fait que **les changements ne peuvent pas et ne doivent pas être unilatéraux.** Les différences doivent d'ailleurs être **prises en considération en fonction des besoins et des règles et des valeurs communes d'un régime politique pluraliste.** Toutes les activités qui laissent de la place à différentes traditions doivent être encouragées par les autorités publiques de tous niveaux, en donnant de la visibilité aux différences dans la sphère publique afin de les légitimer et de permettre à la population de se familiariser avec elles, ainsi qu'en impliquant les citoyens dans des discussions et des débats organisés dans des lieux publics appropriés.

9. Favoriser la résilience des communautés

Il convient de mettre en place un système de mise en correspondance des besoins des nouveaux arrivants et de ceux des municipalités et des sociétés civiles qui les accueillent, afin d'adopter des mesures assurant un juste équilibre entre les deux ensembles et de **garantir davantage d'égalité et de justice sociale pour tous.** Un tel système nécessite un soutien au niveau national et international, afin d'accroître la **résilience des communautés**, qui **est une condition préalable essentielle à la mise en œuvre d'une stratégie d'intégration efficace.**

10. Promouvoir une vision inclusive de l'identité

La promotion d'une vision inclusive de l'identité, au lieu d'une vision exclusive (fondée sur des caractéristiques exclusives, telles que l'appartenance ethnique ou la religion), est un processus difficile, mais qui en vaut assurément la peine. **Cette identité inclusive ne tiendrait compte ni de la religion ni de la couleur de peau**, mais serait constituée de citoyens ayant rejoint une communauté de leur plein gré.

“UNited for a different MIGRATION”

Le recours à la législation pour interdire, empêcher et condamner le racisme et la xénophobie est primordial pour assurer une telle transformation culturelle, qui n'est pas la « corruption des valeurs culturelles » que l'on pourrait craindre, mais un « enrichissement » culturel qui peut et doit être encouragé.